

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 01 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **01 février à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Grand Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 26 janvier 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 18h35), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, MAUPOIX, TRIOLET, Mme MUNSTER, MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. BEAUJOIN, Mme KANOUTÉ, MM. HMISSI, ERRE.

Absente : Mme GOLLÈS.

8 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. FONTAINE (à partir de 18h35) ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. BEAUJOIN donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme KANOUTÉ donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. MOUTON.

Secrétaire de séance : Monsieur Laurent BURCKEL.

- N °8 -

POLITIQUE DE LA VILLE

MISSION DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE CONVENTION AVEC LE DÉPARTEMENT ET LA SAUVEGARDE

Rapporteur : Monsieur Laurent BURCKEL

La Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS a conventionné depuis 2009 avec le Département de la Marne et l'Association de Sauvegarde et d'Action Educative et Sociale de la Marne (A.S.A.E.S.M.) pour mettre en œuvre sur le territoire de notre collectivité des actions de prévention spécialisée.

La Ville et le Département se sont engagés à cofinancer cette mission.

La convention correspondante a été renouvelée à plusieurs reprises.

La dernière convention est arrivée à échéance le 31 décembre 2022 et a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2023, lors du conseil municipal du 23 mars 2023, afin de définir le format de l'équipe appelée à intervenir sur le terrain en fonction des besoins identifiés.

Le comité de pilotage de la prévention spécialisée, rassemblant la Ville, le Département et la Sauvegarde s'est réuni le 17 janvier dernier, et a pu faire le point sur le bilan de l'année écoulée et les orientations de la mission à venir.

Le Département a confirmé son accord pour s'engager dans une nouvelle convention triennale. Pour 2024, la participation de la Ville et du Département est sollicitée à hauteur de 115.000,00 €, comprenant, pour la Ville de Vitry-le-François la valorisation à hauteur de 10.000,00 € des locaux du Bon Accueil.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code d'action sociale et des familles prévoyant que le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Marne en date du 22 octobre 2021 adoptant le Schéma Départemental des actions en faveur de l'enfance et de la famille,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission finances,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

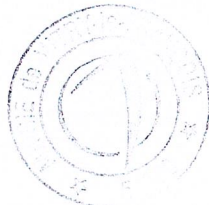
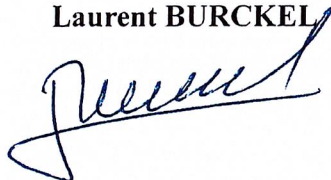
1°/ approuver la reconduction pour les années 2024, 2025 et 2026 de la mission de prévention spécialisée confiée à l'Association de Sauvegarde et d'Action Educative et Sociale de la Marne ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention correspondante avec l'A.S.A.E.S.M. et le Département de la Marne, dont un exemplaire est joint au présent rapport ;

3°/ dire que les dépenses correspondantes seront inscrites à notre budget 2024 et aux budgets suivants et seront imputées à l'article 6574 - Unité d'analyse A030.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

La secrétaire de séance,
Laurent BURCKEL



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE MAIRE,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 FEV. 2024
et de la publication le - 9 FEV. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de
CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

CONVENTION

Convention 2024-2026 relative à la mise en œuvre des actions de prévention spécialisée sur la Ville de Vitry le François



Entre les soussignés,

Le Conseil Départemental de la Marne, sis 2 bis, rue de Jessaint à Châlons en Champagne cedex (51038 – Marne), représenté par son Président, Monsieur Jean-Marc ROZE, dûment habilité à la signature des présentes en vertu de la délibération.....,

Ci-après dénommé **le Conseil Départemental**,

Et

La Ville de Vitry-le-François, place de l'Hôtel de Ville 51300 Vitry-le-François -Marne, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, dûment habilité à la signature des présentes en vertu de la délibération en date du.....,

Ci-après dénommée **La Ville de Vitry-le-François**,

Et

L'Association de Sauvegarde de la Marne, 34 Grande Rue 51430 Bezannes, représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude AUBERT, dûment habilité à la signature des présentes,

Ci-après dénommée **La Sauvegarde de la Marne**,

Vu l'article L 121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoyant que le département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Marne en date du 22 octobre 2021 adoptant le Schéma Départemental des actions en faveur de l'enfance et de la famille,

Vu l'article 10 de la loi du 12 Avril 2000, relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, et à son décret d'application du 6 juin 2001,

Vu la convention signée le 02 mars 2020 entre le Conseil Départemental de la Marne et la Ville de Vitry le François relative à la mise en œuvre des actions de prévention spécialisée sur la ville de Vitry le François,

Considérant la nécessité d'organiser et d'adapter des actions répondant aux besoins des jeunes marginalisés ou en voie de le devenir sur la Ville de Vitry-le-François,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les principes et de déterminer les modalités de collaboration entre les signataires sur la mission de prévention spécialisée menée sur le territoire de Vitry-le-François.

Le **Conseil Départemental** et la **Ville de Vitry le François** confient la mise en œuvre de la prévention spécialisée à Vitry le François à la **Sauvegarde de la Marne**.

Article 2 – Principes de la prévention spécialisée

Les actions de prévention spécialisée constituent l'un des moyens des politiques sociales et territoriales mis en œuvre par le **Conseil Départemental** (précisé notamment dans le schéma départemental des actions en faveur de l'enfance et de la famille) et par la **Ville de Vitry-le-François**.

La mission de prévention spécialisée, conformément aux dispositions contenues dans la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 consiste à :

- prévenir la marginalisation dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale,
- faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu.

Les principes de la prévention spécialisée sont :

- la libre adhésion des jeunes : ce principe n'exclut aucunement les prises de contacts effectuées par le biais direct de l'environnement proche du jeune (famille, milieu scolaire, pairs...) ; de même, l'approche des publics les plus rétifs à toute intervention sera recherchée dès qu'elle sera de nature à prévenir les manifestations de marginalisation ou de conduites à risque.
- le respect de l'anonymat : à l'exception des situations où les informations reçues ou confiées sont de nature à mettre en évidence une situation de mineurs à risque – a fortiori en danger.
- l'accompagnement des jeunes en difficulté en l'absence de mandat : ni le mandat administratif, ni le mandat judiciaire, ne sont détenus par le salarié œuvrant dans le champ de la prévention spécialisée. Ainsi, les situations requérant une intervention au titre de la protection sociale ou au titre de la protection judiciaire, devront faire l'objet respectivement d'un signalement administratif ou d'un signalement judiciaire aux autorités compétentes (Président du Conseil Départemental, Procureur de la République) qui engageront alors les mesures appropriées au traitement de la situation.
- la non institutionnalisation des pratiques et des actions : celle-ci est liée au caractère en théorie « supplétif » de la prévention spécialisée et à sa nécessité de créer des réponses inexistantes aux problèmes rencontrés. Ce principe se définit par la capacité de l'équipe à faire preuve de souplesse, de mobilité, d'adaptabilité et à passer le relais. Si une action menée par l'équipe s'avère répondre ponctuellement aux besoins d'un groupe, elle peut disparaître lorsqu'elle n'a plus de raison d'être, ou perdurer, se structurer et s'autonomiser. Alors l'équipe aura le souci de se retirer tout en conservant la possibilité de jouer son rôle d'accompagnement relationnel.

Article 3 – Finalité de l'action de prévention spécialisée

Elle est destinée à agir sur les phénomènes d'inadaptation sociale et les états de souffrance en :

- menant des actions éducatives visant à aider les jeunes à se prendre en charge dans le domaine de leur vie personnelle, de leur travail et de leurs loisirs,
- contribuant au maintien ou au rétablissement des règles de vie sociale au sein de la population d'un quartier, d'une ville,
- participant au développement de la vie sociale et culturelle des quartiers,
- promouvant les capacités existantes ou/et potentielles des habitants,
- inscrivant sa démarche dans le temps comme pour toute action éducative, les transformations individuelles ou structurelles ne peuvent se réaliser que dans la durée,
- valorisant les réseaux propres aux populations en difficulté, et en les aidant à prendre conscience et à réaliser leurs réelles potentialités.

Article 4 – Public visé

L'action s'adresse prioritairement aux jeunes de 12 à 25 ans dont les conditions et modes de vie peuvent conduire à de graves difficultés d'insertion sociale dommageables pour eux-mêmes et leur environnement.

Les interventions auprès des moins de 16 ans devront s'appuyer sur les familles afin de prévenir les phénomènes de conduites à risque. Ces actions sont menées en concertation avec les circonscriptions de la solidarité départementale du Conseil Départemental, en charge de la protection de l'enfance et du suivi des familles en difficulté, avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et les acteurs socio-éducatifs du territoire concerné.

Article 5 – Territoire d'intervention

Le territoire d'intervention est constitué de la ville de Vitry le François avec une priorité affichée sur le quartier Rome Saint-Charles et les zones identifiées comme sensibles.

Article 6 – Objectifs d'intervention

L'intervention de **la Sauvegarde de la Marne** a pour objectifs :

1. d'assurer une présence sociale de rue dans les quartiers définis,
2. de favoriser les rencontres informelles avec les jeunes les plus en difficulté pour construire des relations éducatives,
3. de mener une action socio-éducative individuelle en recherchant, pour les mineurs, la responsabilisation de leurs parents. L'intervention auprès des jeunes peut reposer en partie sur des actions collectives de type atelier ou chantier éducatif,
4. de redynamiser la vie associative, les liens sociaux, les contacts entre les habitants.

Le suivi des jeunes réalisé par les professionnels de **la Sauvegarde de la Marne** s'inscrit tout naturellement dans une démarche coordonnée et partenariale avec les autres intervenants sociaux du secteur. A cet égard, le projet de service présenté lors du Copil du 20 novembre 2019 (à réécrire en 2024), tout en rappelant les objectifs généraux (meilleure connaissance des jeunes, accompagnement éducatif dans un souci d'autonomisation des publics, soutien à la parentalité et citoyenneté active des jeunes) décrit 9 fiches actions qui constituent la feuille de route des éducateurs. Il s'agit notamment du travail de rue, des actions collectives et des chantiers de remobilisation, de la guidance familiale, du développement social local et du travail partenarial.

Ces éléments serviront à l'évaluation prévue à l'article 12.

Article 7 – Moyens de la Sauvegarde de la Marne

La Sauvegarde de la Marne accepte la mission de prévention spécialisée qui lui est confiée dans le respect des dispositions légales en vigueur définies par le Code de l'Action sociale et des familles en particulier dans le Livre II relatif aux différentes formes d'aides et d'actions sociales (Titre II) et le Livre III relatif à l'action sociale et médico-sociale mise en œuvre par les établissements et services (Titre I).

Pour mener à bien sa mission, **La Sauvegarde de la Marne** s'appuie sur un projet de service et une équipe chargée de mettre en place ce projet.

- Le projet de service 2020 - 2024 : décline l'opérationnalité des objectifs définis ci-dessus et les actualisations définies lors des comités techniques et des comités de pilotage, les priorités et orientations, pour la durée de la convention. Il fera l'objet d'une actualisation annuelle et les orientations seront énoncées dans une annexe à la présente convention.
- Les moyens matériels pour 2024 : **La Sauvegarde de la Marne** de la Marne met à disposition du service de prévention les moyens administratifs et matériels nécessaires à l'activité. Elle met également à disposition 5 véhicules qui peuvent être valorisés sur la base d'un amortissement moyen, à hauteur de 11 644 € par an.
La ville de Vitry le François met à disposition les locaux du *Bon accueil*.
- Les moyens humains pour 2024 : l'équipe est constituée d'1 directeur à 0,20 ETP mis à disposition par **La Sauvegarde de la Marne** (valorisation : 15 780 €/an), d'1 éducateur spécialisé coordinateur, de 3 ETP éducateurs, de 0,8 ETP secrétaire (+0,2 ETP en guidance familiale).
- L'équipe de prévention spécialisée est complétée d'un renfort de 1 ETP pour 1 moniteur éducateur financé par l'Etat, dans le cadre du dispositif des adultes relais,
- À noter qu'1 ETP supplémentaire affecté en guidance familiale, est intégré à l'équipe de prévention.

La Sauvegarde de la Marne s'engage à disposer du personnel qualifié et prioritairement d'éducateurs spécialisés ou d'assistants sociaux, pour mettre en œuvre ses actions éducatives et de réinsertion sociale en direction des pré-adolescents, adolescents et des jeunes adultes en difficulté.

En matière de recrutement, il conviendra notamment que **la Sauvegarde de la Marne** veille à adapter la qualification de son personnel aux exigences que requiert le travail de prévention spécialisée. En tout état de cause, les personnels employés devront justifier d'aptitudes professionnelles ou d'une expérience reconnue dans leur domaine de compétences.

Toute modification du tableau des effectifs ou reclassement du personnel ayant des incidences financières sera soumise au « **Conseil Départemental** » et à **la Ville de Vitry le François**. **La Sauvegarde de la Marne** s'engage à remplacer dans les meilleurs délais, les personnels démissionnaires.

Sous réserve des exigences ci-dessus, **la Sauvegarde de la Marne** choisit librement son personnel auquel est applicable la convention collective nationale des établissements et services pour personnes handicapées et inadaptées du 15 mars 1966, ainsi que des avenants agréés dans le cadre de la loi du 6 janvier 1966.

Par ailleurs et au-delà des actions individuelles menées, **la Sauvegarde de la Marne** aura le souci de privilégier, en interne, un travail d'équipe dont le directeur sera le garant.

Article 8 – Modalités d'intervention

Sur chaque site d'intervention, les éducateurs interviendront dans la rue, dans les locaux existants sur le quartier et dans un local adapté spécifiquement pour la mission, dénommé le « Bon accueil » et mis à disposition par la ville de Vitry le François. Cette présence permettra aux éducateurs d'être identifiés mais aussi de partager la vie du quartier au quotidien.

Les éducateurs veilleront à adapter leur temps de présence sur les quartiers en fonction des besoins repérés, en particulier sur les temps du soir, des week-ends et des vacances.

Selon les situations, l'éducateur adoptera les postures suivantes :

- **Vis-à-vis du jeune :**
- L'ouverture aux autres : dans son travail de rue, lorsque la confiance est établie, l'éducateur est là pour permettre au jeune de comprendre la nature de ses liens, de ses rapports aux autres, de l'aider à mieux se positionner dans des situations de conflit, de contentieux avec d'autres personnes. « Acteur-observateur » de proximité, l'éducateur favorise ou valorise des compétences de négociation face à des tiers.

- L'aide au projet : en l'accompagnant dans son cheminement personnel, l'éducateur aide à développer les motivations, à favoriser la concrétisation et la réalisation des projets du jeune (famille, travail, formation, comportement).

- **Vis-à-vis du groupe :**

L'éducateur apporte son soutien à des groupes qui peuvent constituer alors des unités de base d'expériences de socialisation. Il valorise les initiatives et projets de groupe en soutenant les actions envisagées.

Son action tendra alors à :

- réduire les conflits au sein du groupe,
- promouvoir le positionnement d'un leader positif,
- faciliter l'expression et le positionnement de chacun au sein du groupe,
- travailler sur la responsabilisation du jeune.

- **Vis-à-vis de la famille :**

L'éducateur de rue doit participer au renforcement de la fonction parentale et veiller à ne pas s'y substituer. A la demande du jeune ou avec son accord, il peut également intervenir dans le cadre familial. Au sein de la famille, son intervention pourra contribuer à désamorcer certaines tensions, faciliter le dialogue. Il sera alors dans une fonction de relais entre le jeune et sa famille sous réserve que les dispositifs de droit commun aient bien été saisis au préalable et se soient trouvés dans l'incapacité d'intervenir ou qu'une complémentarité des interventions apparaisse pertinente.

Article 9 – Partenariat

En tant qu'acteur local, **la Sauvegarde de la Marne** inscrit sa démarche dans un étroit partenariat avec les collectivités locales, les associations et les intervenants socio-culturels locaux, dans l'élaboration, la réflexion et la réalisation de projets de développement local (par exemple, actions dans le cadre de la politique de la Ville, de la Réussite Educative et du développement social local).

Article 10 – Modalités de financement

A – La demande de financement

La Sauvegarde de la Marne présentera, par écrit, une demande motivée de subvention au cours du mois d'octobre de chaque année, au plus tard. Cette demande sera accompagnée d'un dossier comportant, notamment :

- la composition du bureau de **la Sauvegarde de la Marne** ;
- les comptes financiers du dernier exercice clos faisant notamment ressortir le compte d'emploi de la subvention attribuée ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner faisant ressortir l'ensemble des financements et des ressources propres ;
- une présentation détaillée du projet de **la Sauvegarde de la Marne** pour l'année à venir sur la base d'un bilan intermédiaire. Le bilan final devra être communiqué au plus tard au 31 janvier de l'année suivante ;
- un compte-rendu d'activité de l'exercice écoulé ;
- tous autres documents demandés par « le Conseil Départemental » ou « la Ville de Vitry le François » dans le cadre de la procédure générale d'attribution des subventions.

Ces documents devront être approuvés par le conseil d'administration de **la Sauvegarde de la Marne**.

La Sauvegarde de la Marne s'engage à utiliser les subventions conformément à son objet social, à sa demande, aux lois et règlements en vigueur. Les sommes non utilisées seront restituées au « Conseil Départemental » et à « la Ville de Vitry le François » dans un délai maximum de 3 mois suivant la clôture de l'exercice.

B – La subvention

Pour permettre à **la Sauvegarde de la Marne**, d'une part de mener à bien les objectifs qu'elle s'est fixée, présentant un intérêt pour **la Ville de Vitry le François** et **le Conseil Départemental**, et d'autre part de respecter les engagements de la présente convention, **la Ville de Vitry le François** et **le Conseil Départemental** s'engagent, sous réserve de leurs arbitrages budgétaires pris dans le cadre de l'équilibre général de leur budget, à attribuer annuellement un concours financier sous la forme d'une subvention, tenant compte d'éventuels engagements contractuels en cours.

La participation financière des co-financeurs, pour les années 2024-2026, sera déterminée de la manière suivante : (besoin de financement – recettes annexes) / 2.

La Sauvegarde de la Marne s'engage à rechercher d'autres financements permettant par là-même d'équilibrer les dépenses et recettes et diminuer la participation **du Conseil Départemental** et **de la Ville de Vitry le François**.

La contribution financière de chacun des co-financeurs devra être révisée annuellement sur présentation de projets nouveaux validés par avenants. Le montant de la subvention allouée par la Ville de VLF fera l'objet d'une délibération annuelle, soumise au Conseil municipal, afin d'en déterminer le montant.

Pour 2024, l'autorisation de versement de subvention attribuée à **la Sauvegarde de la Marne** s'élève à 230 000,00 €, soit 115.000,00 € par **le Conseil Départemental** et 115.000,00 € par **la Ville de Vitry le François** (dont la valorisation à hauteur de 10.000,00 € des locaux du « bon accueil »).

C - Le versement

Les subventions accordées par **le Conseil Départemental** seront versées suivant l'échéancier suivant :

- 50 % au 1^{er} trimestre et le solde au dernier trimestre.

Les subventions accordées par **la Ville de Vitry le François** seront versées suivant l'échéancier suivant :

- 25% chaque fin de trimestre.

Article 11 – Communication

La Sauvegarde de la Marne s'engage à faire figurer expressément le logo de **la Ville de Vitry le François** et du **Conseil Départemental** sur tous les documents, et au cours des manifestations organisées par **la Sauvegarde de la Marne**, avec le concours de **la Ville de Vitry le François** et du **Conseil Départemental**.

Article 12 – Procédures d'évaluation

➤ Instances de pilotage et de suivi

- Un comité technique composé de représentants de **la Ville de Vitry le François**, du **Conseil Départemental** et de **la Sauvegarde de la Marne**, se réunira en tant que de besoin pour assurer le suivi du projet, élaborer des fiches action, alimenter le diagnostic. A ce comité technique, pourront être adjoints les différents partenaires contribuant à la mission de prévention spécialisée.
- Un comité de pilotage, composé de représentants de **la ville de Vitry le François**, du **Conseil Départemental**, de l'État et de **la Sauvegarde de la Marne** se réunira au moins une fois chaque année pour la définition des actions à conduire et le bilan de celles-ci.

➤ Indicateurs d'évaluation

Outre le rapport d'activités, **la Sauvegarde de la Marne** s'engage à fournir les indicateurs demandés par **le Conseil Départemental** et « **la Ville de Vitry le François** ».

La liste des indicateurs sera annexée ultérieurement à la présente convention.

Le Service de Prévention de Vitry-le-François participera aux réflexions relatives à une stratégie de communication sur le plan départemental.

Il sera également engagé dans la construction et l'utilisation d'outils d'évaluation : indicateurs, référentiels, traitement informatisé en coordination avec les services du département.

Article 13 – Durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2024. Elle se renouvellera annuellement, par année entière et par reconduction expresse, dans la limite de deux fois, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 14 – Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 15 – Règlement des litiges

En cas de désaccord persistant entre les parties, le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait à Chalons en Champagne, le

Pour le Conseil Départemental de la Marne
Le Président

Pour la Ville de Vitry le François
Le Maire

Jean-Marc ROZE

Jean-Pierre BOUQUET

Pour la Sauvegarde de la Marne
Le Président

Jean-Claude AUBERT

ANNEXE : OBJECTIFS ANNEE 2024

Les objectifs pour l'année 2024 se déclinent en :

Objectifs pérennes

- * aller à la rencontre des publics en difficulté en privilégiant le travail de rue
- * se porter garant de l'accès aux droits des publics, notamment par la participation active à un réseau
- * veiller à conserver une position d'élément ressource dans un suivi familial mis en place ou à mettre en place
- * contribuer au projet de territoire

Objectifs de service 2024

- * insertion professionnelle : réflexion autour de la mise en place du chantier éducatif
- * mener des actions de lutte contre la banalisation des produits stupéfiants dans le cadre des suivis,
- * accompagner les jeunes dans l'accès aux stages,
- * mise en œuvre d'un chantier d'extérieur (visible par la population) à programmer avec les services de la commune,
- * adopter une vigilance particulière sur les situations ponctuellement concernées par les phénomènes de radicalisation
- * proposer un temps d'accueil hebdomadaire en soirée dans un lieu repéré au sein des quartiers